

Adresse de correspondance :  
AQUITAINE  
3 RUE THEODORE BLANC  
33084 BORDEAUX CEDEX

## Références du document

Nature des cotisants :  
EMPLOYEUR DU REGIME GENERAL

N° cotisant : 727 000000653624031 5318  
N° de créance : 0052724987  
SIREN ou NIR : 81900533100015  
Réf : 7270000006536240310052724987  
Code Huissier : 0631

SAS LA KANTINE DES COPINES

171 RUE MARCEL DASSAULT  
33260 LA TESTE DE BUCH

## Votre correspondant

EN LA PERSONNE DE SON REPRESENTANT LEGAL

Vu la notification, en application des articles L.244-2 et R.243-19 du Code de la Sécurité Sociale, de la (des) mise(s) en demeure ci-dessous détaillée(s), le Directeur de l'Union de Recouvrement agissant en vertu de l'article L.244-9 du Code de la Sécurité Sociale, fixe à : MILLE QUATRE VINGT SEPT EUROS

le montant de la somme dont le débiteur ci-dessus est contraint de s'acquitter.

| MISE(S) EN DEMEURE<br>(N°, date, période(s))                                      | COTISATIONS ET<br>CONTRIBUTIONS<br>SOCIALES                      | PENALITES (1)<br>Art. R243-16 du Code de la<br>Sécurité Sociale | MAJORATIONS (1)<br>Art. R243-18, L243-14 du Code<br>de la Sécurité Sociale | DEDUCTIONS(D)<br>VERSEMENTS(V)<br>par mise en demeure (2) | SOMMES RESTANT<br>DUES |
|-----------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|------------------------|
| Mise en demeure n° 0052724987 en date du 25/06/19<br>Motif : ABSENCE DE VERSEMENT |                                                                  |                                                                 |                                                                            |                                                           |                        |
| MAI 19                                                                            | 1959,00 €                                                        | 0,00 €                                                          | 101,00 €                                                                   | (V) 973,00 €                                              | 1087,00 €              |
| <b>Total</b>                                                                      | <b>2060,00 € (total à payer figurant sur la mise en demeure)</b> |                                                                 |                                                                            | (V) 973,00 €                                              | 1087,00 €              |

|               |                 |               |                 |  |                      |
|---------------|-----------------|---------------|-----------------|--|----------------------|
| <b>SOLDES</b> | <b>986,00 €</b> | <b>0,00 €</b> | <b>101,00 €</b> |  | <b>1087,00 EUROS</b> |
|---------------|-----------------|---------------|-----------------|--|----------------------|

En application des articles L.244-9 et R.133-3 du Code de la Sécurité Sociale, la présente contrainte, à défaut d'opposition (3) devant le Tribunal de Grande Instance spécialement désigné en application de l'article L.211-16 du Code de l'organisation judiciaire dans les quinze jours à compter de sa signification, pourra faire l'objet, contre le débiteur et sans autre formalité, d'une exécution forcée. TRIBUNAL(4) DE GRANDE INSTANCE COMPETENT POUR CONNAITRE D'UNE EVENTUELLE OPPOSITION A CONTRAINTE (art. R.142-10 du CSS) :

TGI

72B RUE LECOCQ  
33063 BORDEAUX CEDEX

Le 06/08/2019  
LE DIRECTEUR,  
ou son Délégué :



Henri LOURDE-ROCHEBLAVE

(1) arrêtées aux dates indiquées par les mises en demeure  
(2) acomptes versés après envoi de la mise en demeure, régularisations, remises sur majorations (versements comptabilisés jusqu'au 05/08/2019)  
(3) l'opposition doit être motivée dès son inscription au greffe du Tribunal de Grande Instance ou dans la lettre de recours, à peine d'irrecevabilité.  
(4) le tribunal visé ci-dessus ne peut accorder des délais de paiement, l'octroi de ceux-ci étant de la compétence exclusive du directeur de l'organisme.

## EXTRAITS DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE

**Article L.244-9 1<sup>er</sup> alinéa** La contrainte décernée par le directeur d'un organisme de sécurité sociale pour le recouvrement des cotisations et majorations de retard comporte, à défaut d'opposition du débiteur devant le tribunal de grande instance spécialement désigné en application de l'article L.211-16 du code de l'organisation judiciaire, dans les délais et selon des conditions fixés par décret, tous les effets d'un jugement et confère notamment le bénéfice de l'hypothèque judiciaire.

**Article R.133-3** Si la mise en demeure ou l'avertissement reste sans effet au terme du délai d'un mois à compter de sa notification, les directeurs des organismes créanciers peuvent décerner, dans les domaines mentionnés aux articles L.161-1-5 ou L.244-9, une contrainte comportant les effets mentionnés à ces articles. La contrainte est notifiée au débiteur par tout moyen permettant de rapporter la preuve de sa date de réception ou lui est signifiée par acte d'huissier de justice. La contrainte est signifiée au débiteur par acte d'huissier de justice ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A peine de nullité, l'acte d'huissier ou la notification mentionne la référence de la contrainte et son montant, le délai dans lequel l'opposition doit être formée, l'adresse du tribunal compétent et les formes requises pour sa saisine.

L'huissier de justice avise dans les huit jours l'organisme créancier de la date de signification.

Le débiteur peut former opposition par inscription au secrétariat du tribunal compétent dans le ressort duquel il est domicilié ou pour les débiteurs domiciliés à l'étranger, au secrétariat du tribunal compétent dans le ressort de l'organisme créancier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au secrétariat dudit tribunal dans les quinze jours à compter de la notification ou de la signification. L'opposition doit être motivée ; une copie de la contrainte contestée doit lui être jointe. Le secrétariat du tribunal informe l'organisme créancier dans les huit jours de la réception de l'opposition.

La décision du tribunal, statuant sur opposition, est exécutoire de droit à titre provisoire.

**Article R.133-6** Les frais de signification de la contrainte faite dans les conditions prévues à l'article R.133-3, ainsi que de tous actes de procédure nécessaires à son exécution, sont à la charge du débiteur, sauf lorsque l'opposition a été jugée fondée.

**Article R.142-10** Le tribunal compétent est celui dans le ressort duquel se trouve le domicile du bénéficiaire, celui de l'employeur ou du cotisant intéressé.

Toutefois, la juridiction compétente est celle dans le ressort de laquelle se trouve :

6°) Le siège de l'organisme de recouvrement auprès duquel l'employeur verse ses cotisations et contributions sociales lorsqu'il est fait application du deuxième alinéa du I de l'article R.243-6 ou de l'article R.243-8.